

Article

Symposium 2008 :
Collecte des données : défis, réalisations et nouvelles orientations

Élaboration de la stratégie sur le fardeau de réponse de Statistics New Zealand

par Stuart Pitts

2009



Élaboration de la stratégie sur le fardeau de réponse de Statistics New Zealand

Stuart Pitts¹

Résumé

En 2006, Statistics New Zealand a entrepris d'élaborer une stratégie de coordination des initiatives nouvelles et existantes centrées sur le fardeau imposé au répondant. L'élaboration de cette stratégie a duré plus d'un an, et l'engagement qu'a ensuite pris l'organisme de réduire le fardeau de réponse l'a obligé à résoudre un certain nombre de questions ayant une incidence sur la façon dont il exécute ses enquêtes.

Le prochain défi que doit relever Statistics New Zealand est de passer des initiatives axées sur des projets décrits dans la stratégie à la gestion continue du fardeau de réponse.

Mots clés : Fardeau de réponse, stratégie.

1. Introduction

1.1 Préface

Un défi important pour l'avenir des statistiques officielles est d'établir un juste équilibre entre les besoins des utilisateurs des données et ceux des répondants.

Trouver cet équilibre est devenu de plus en plus difficile, à mesure que les demandes de politiques élaborées en s'appuyant sur des données probantes ont fait se multiplier les demandes d'information faites aux entreprises et aux particuliers. Ce besoin accru d'information, conjugué aux modes de vie de plus en plus occupés et aux pratiques commerciales de plus en plus concurrentielles, qu'on ne reconnaît plus d'office la valeur reçue en contrepartie du temps ou de l'argent investi pour fournir l'information.

Si les producteurs de statistiques officielles semblent faire des demandes déraisonnables d'information au public en général et aux entreprises, l'obtention continue de données risque d'être compromise. Le risque pourrait se manifester de différentes façons, telles que la transmission moins rapide des données qui retarde la publication, la production d'estimations de moins bonne qualité ou tout bonnement le refus de fournir des données. N'importe lequel de ces résultats pourrait éroder la confiance placée dans les statistiques officielles; or, cette confiance est un élément essentiel à la volonté de continuer à coopérer.

La stratégie sur le fardeau de réponse a été élaborée afin d'établir un cadre clair et cohérent pour résoudre les questions liées au fardeau de réponse, au départ pour Statistics New Zealand, mais éventuellement aussi pour un système plus général de statistiques officielles de la Nouvelle-Zélande.

Le présent article décrit l'élaboration de la stratégie, la gamme d'initiatives intégrées dans la stratégie et les futures orientations, une fois que les premiers projets seront achevés.

¹Stuart Pitts, Statistics New Zealand, Private Bag 92003, Auckland 1142, New Zealand, stuart.pitts@stats.govt.nz

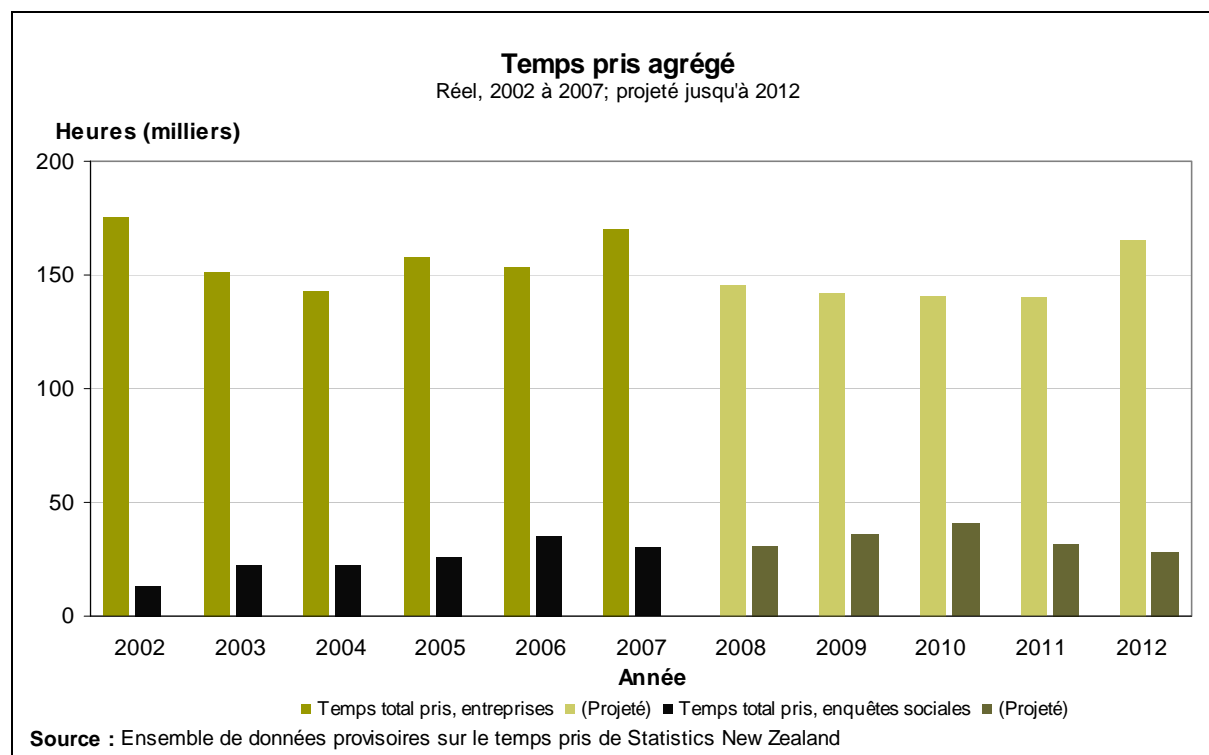
1.2 Le fardeau de réponse à Statistics New Zealand

Statistics New Zealand est le principal producteur de statistiques officielles en Nouvelle-Zélande et, en 2007, nous avons mené des enquêtes auprès de presque 190 000 entreprises (plus de 15 % de celles-ci ont participé à plus d'une enquête) et un peu plus de 80 000 particuliers pour les enquêtes-ménages.

Comme les entreprises peuvent être sélectionnées pour participer à plus d'une enquête et que le processus de sélection de l'échantillon pour les enquêtes-ménages est conçu de manière à ce que les répondants ne soient admissibles qu'à une seule enquête, le temps pris par les enquêtes est un facteur beaucoup plus important pour les enquêtes-entreprises que pour les enquêtes-ménages.

C'est ce qu'illustre la figure 1.2-1 qui montre la tendance du temps agrégé pris par l'ensemble des enquêtes de Statistics New Zealand, à l'exclusion du recensement quinquennal de la population.

Figure 1.2-1
Temps pris agrégé



La figure 1.2-1 révèle une tendance à la hausse du temps pris par les enquêtes-ménages qui est liée aux nouvelles enquêtes lancées dans le cadre du Programme de statistiques sociales officielles, mais il importe de reconnaître que cet accroissement est compensé par la réduction des activités d'enquête d'autres organismes gouvernementaux.

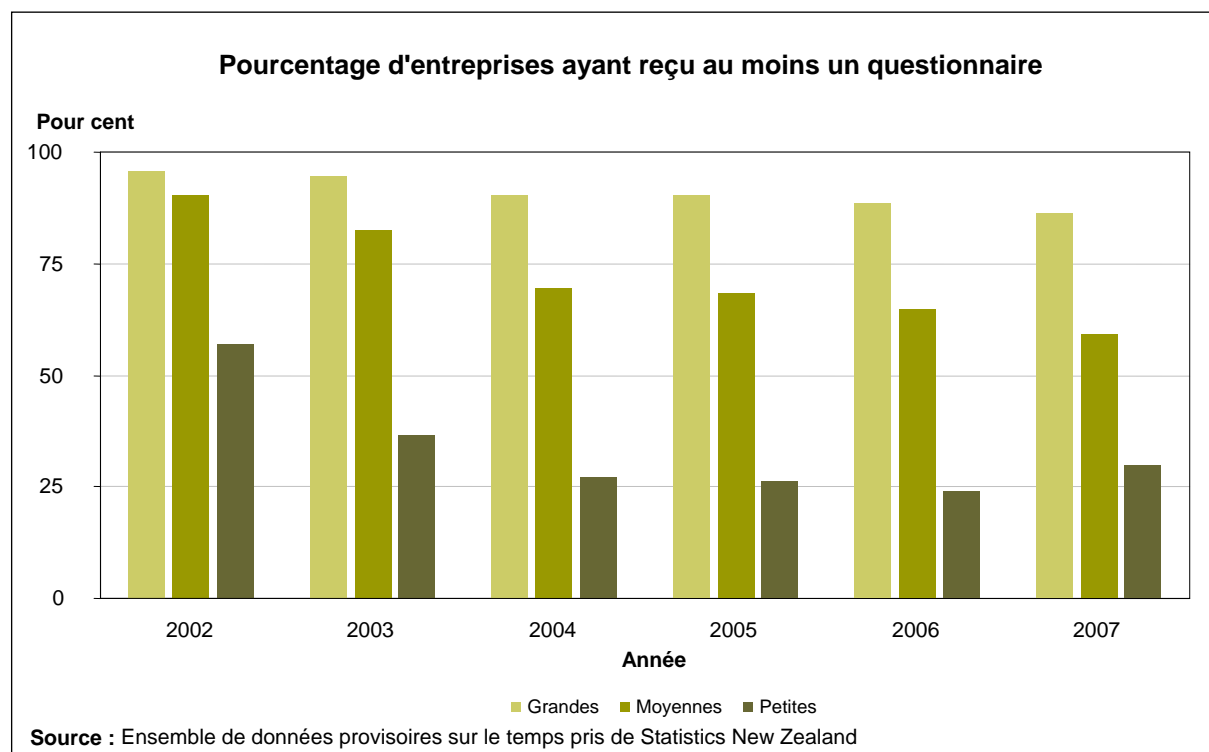
Dans la série sur les enquêtes-entreprises, les sommets (2002, 2007 et 2012) correspondent aux années où le recensement de l'agriculture a été exécuté (environ 60 000 à 65 000 entreprises agricoles durant une année de recensement comparativement à 30 000 à 35 000 pour les années intercensitaires).

La tendance à la baisse du temps pris par les enquêtes-entreprises est associée principalement à l'utilisation plus fréquente des sources de données administratives et à des réductions importantes de la taille des échantillons pour l'enquête de mise à jour de la base de sondage des entreprises (qui est passée de 120 000 répondants en 2002 à 60 000 en 2008). La tendance est neutralisée dans une certaine mesure par l'introduction, en 2005, d'une nouvelle

gamme d'enquêtes ayant pour objectif de mesurer le rendement des entreprises, y compris les enquêtes sur les opérations des entreprises et celles de l'industrie du cinéma.

En 2002, 62 % des entreprises ont reçu au moins un questionnaire d'enquête, alors qu'en 2007, ce chiffre s'est établi à 35%, en baisse. Cette réduction touchait en grande partie les petites et moyennes entreprises (moins de 20 employés et chiffre d'affaires annuel inférieur à 4,4 millions de dollars NZ). Cette tendance est illustrée à la figure 1.2-2.

Figure 1.2-2
Entreprises ayant reçu au moins un questionnaire



2. Élaboration de la stratégie sur le fardeau de réponse

2.1 Lancement et ateliers

Les travaux d'élaboration de la stratégie ont débuté en mai 2006, même si avant cela, Statistics New Zealand avait déjà entrepris des travaux en s'appuyant sur les recommandations du *Ministerial Panel on Business Compliance Costs Final Report Back*. Au départ, l'initiative était dirigée par la Division de la collecte intégrée des données (responsable de la collecte des données de toutes les enquêtes, sauf le recensement), et la proposition d'élaboration d'une stratégie avait été approuvée par le Statisticien du gouvernement.

La participation de la plupart des membres de la haute direction à un atelier de deux jours tenu à l'extérieur en août 2006 témoignait de l'importance accordée à l'élaboration de la stratégie. Un deuxième atelier, axé sur les problèmes de fardeau de réponse dans les enquêtes-ménages, a eu lieu en septembre.

La structure des deux ateliers s'appuyait sur la méthode de planification de scénarios utilisée par Adam Kahane pour faciliter la transition du régime d'apartheid à la démocratie en Afrique du Sud et décrite dans son livre intitulé *Solving Tough Problems* (Kahane, 2004).

Le fondement de cette méthode consistait à cerner les facteurs internes et externes qui ont une influence sur le problème principal – dans notre cas, nous le définissons comme étant l'effet de la perception négative du fardeau de réponse sur l'obtention des données. Après avoir identifié ces facteurs, nous avons défini deux dimensions du problème, à savoir l'offre durable de données et l'utilisation de pratiques de collecte nouvelles ou classiques. Nous nous sommes servis de ces dimensions pour créer un modèle à quatre cadrans pour l'élaboration des scénarios possibles.

Par exemple, l'un des scénarios était fondé sur l'offre non durable de données en utilisant des méthodes classiques de collecte des données. Le groupe de travail affecté à ce scénario a rédigé une brève description de ce que le résultat pourrait être, à savoir :

- efforts accrus de collecte des données avec un rendement moindre;
- taux de réponse critiquement faibles pour certaines sous-populations qui réduisent la confiance dans les résultats;
- effondrement du programme de collecte de données statistiques sociales et reprise éventuelle de ce programme en dehors de Statistics New Zealand.

Le but de l'élaboration de ces scénarios était de décrire certaines situations qui pourraient se présenter dans l'avenir et de déterminer comment elles pourraient évoluer selon le moyen choisi pour réagir aux influences internes et externes.

Une fois que les scénarios ont été élaborés, les participants aux ateliers ont décrit la situation dans laquelle, selon eux, Statistics New Zealand se trouvait à ce moment-là et la situation vers laquelle nous devrions tendre dans l'avenir. Les participants étaient tous d'avis que nous étions arrivés à un point où l'offre durable de données était compromise et que nous devrions chercher à modifier nos méthodes classiques de collecte des données.

Ces ateliers ont eu pour résultat principal d'accroître la sensibilisation à la question du fardeau de réponse et de donner à Statistics New Zealand le mandat clair d'élaborer et de mettre en œuvre la stratégie sur le fardeau de réponse.

2.2 Élaboration du contenu

La première ébauche de la stratégie a été soumise à la haute direction en janvier 2007 et un groupe de référence composé de cadres de direction a été créé pour examiner les ébauches subséquentes. La stratégie a été approuvée officiellement et communiquée aux membres du public en février 2008. La longue période entre la rédaction de la première ébauche et la production de la version définitive de la stratégie tient à plusieurs facteurs, les principaux étant l'arrivée d'un nouveau Statisticien du gouvernement et un changement de ministre de la statistique.

Le contenu de la stratégie a également suscité certains débats internes sur les questions de savoir s'il fallait minimiser ou réduire le fardeau de réponse, établir des limites du fardeau et adopter des perspectives différentes pour les programmes d'enquêtes-ménages et d'enquêtes-entreprises.

Certains craignaient que s'engager à réduire le fardeau de réponse était en contradiction avec la multiplication des demandes d'information provenant du gouvernement et d'autres utilisateurs. Ainsi, avant l'élaboration de la stratégie, nous avons déjà mis en place le Programme de statistiques sociales officielles qui allait accroître le nombre d'enquêtes-ménages exécutées par Statistics New Zealand. Certains étaient d'avis que nous ne devrions nous engager qu'à minimiser le fardeau de réponse, tout en ayant la possibilité d'accroître les activités d'enquête, mais en supposant implicitement que tout accroissement était absolument nécessaire. Finalement, nous avons opté pour l'engagement plus fort de réduire le fardeau de réponse, qui est plus difficile à respecter, mais plus susceptible de produire des résultats concrets qui sont compris par le public, incluant nos répondants.

Fixer les limites du fardeau, soit le temps maximal nécessaire pour répondre à un questionnaire ou le nombre maximal d'enquêtes auxquelles une entreprise devrait participer durant une année, était également une question controversée. Les répondants ont l'obligation légale de participer à nos enquêtes, l'hypothèse étant que nous

n'effectuons des enquêtes que quand cela est absolument nécessaire. Admettre qu'il pourrait exister un point où le fardeau devient trop lourd fragilise la notion selon laquelle les statistiques que nous produisons sont un « bien public ». Nous ne voulons pas non plus compromettre la qualité des données et il serait inapproprié d'effectuer une enquête partielle qui ne répondrait pas aux besoins d'information. Les projets ayant trait aux limites du fardeau qui ont été lancés dans le cadre de la stratégie se poursuivent, mais le principe sous-jacent voulant qu'un fardeau excessif puisse exister, pour un particulier ou une entreprise, a été accepté. Le défi maintenant est de se mettre d'accord sur les normes et moyens requis pour gérer la tension entre le besoin d'information et le fardeau de réponse.

Le problème du fardeau de réponse diffère selon qu'il s'agit d'enquêtes-ménages ou d'enquêtes-entreprises, en grande partie parce qu'il est fréquent que les entreprises soient sélectionnées pour participer à plusieurs enquêtes, alors que nous essayons d'éviter autant que possible ce genre de situation dans les enquêtes-ménages. Ces dernières ont aussi tendance à occasionner des frais de collecte plus élevés, car elles sont principalement effectuées par des intervieweurs, sur place ou par téléphone, alors que les enquêtes-entreprises sont principalement des enquêtes par envoi d'un questionnaire imprimé par la poste. Les employés affectés aux enquêtes-ménages estiment qu'ils sont soumis à plus de pression en vue d'atteindre les taux de réponse souhaités, ce qui fait grimper le coût de la collecte des données. Nombre d'initiatives proposées dans le cadre de la stratégie sont axées sur les enquêtes-entreprises, car ce sont celles qui sont à l'origine de la majeure partie des problèmes de fardeau de réponse et que le programme des enquêtes-ménages estime que nous n'avons pas accordé suffisamment d'attention à leurs problèmes particuliers ou à ce qui les distingue de ceux liés aux enquêtes-entreprises.

3. Contenu de la stratégie

3.1 Aperçu

Au cours des cinq dernières années, nous avons lancé un certain nombre d'initiatives qui ont réduit le fardeau de réponse, mais un cadre stratégique n'avait pas été officialisé pour résoudre le problème. L'objectif de la stratégie sur le fardeau de réponse de Statistics New Zealand est de fournir ce cadre et de réduire le fardeau imposé aux répondants tout en maintenant la qualité des données.

La stratégie s'articule sur quatre thèmes, c'est-à-dire démontrer la valeur de l'information recueillie, réduire au minimum le fardeau de réponse, rendre la réponse plus facile, et cerner et gérer les domaines dans lesquels le fardeau est déraisonnable.

En adoptant cette stratégie, nous avons également l'intention de faire la démonstration des pratiques exemplaires pour la gestion du fardeau de réponse dans l'ensemble du système de statistiques officielles.

La stratégie a été structurée en fonction des objectifs énoncés dans la *Déclaration de principes de Statistics New Zealand de 2007*. Suit un résumé des initiatives et du programme de travail.

3.2 Démontrer aux répondants la valeur de l'information recueillie

Nous devons veiller à ce qu'il existe un échange raisonnable de valeur quand les répondants nous fournissent des données. Pour cela, nous pouvons leur indiquer comment le gouvernement utilise les données et leur faire connaître des moyens d'utiliser eux-mêmes les données.

Pour être certain que les répondants tirent la juste valeur de l'investissement de leur temps, il faut qu'ils sachent que nous produisons des statistiques fournissant de l'information adaptée à leurs besoins. La stratégie est de promouvoir la valeur et l'utilisation des statistiques officielles de la manière suivante :

- fournir aux répondants des renseignements qui démontrent la valeur des statistiques officielles;
- entreprendre des initiatives de concert avec des groupes communautaires et des porte-parole des entreprises pour mieux faire connaître la valeur des statistiques officielles;

- développer des produits diffusés en ligne qui fournissent des renseignements statistiques précieux aux entreprises et aux particuliers, et faire la promotion de ces produits par la voie d'initiatives visant les collectivités et les répondants.

Les répondants doivent savoir que l'investissement important de temps, d'effort et de bonne volonté que requiert la participation aux enquêtes gouvernementales est valable. S'ils ne perçoivent pas qu'ils peuvent tirer une valeur des statistiques officielles, la qualité des réponses s'en ressent. Nos études indiquent que les personnes qui ont utilisé des statistiques sont favorablement disposées à fournir des réponses exactes aux enquêtes.

Comprendre les répondants et leurs attitudes à l'égard des enquêtes est essentiel à la compréhension du rôle joué par la perception du fardeau de réponse dans la non-réponse. Il est également important de savoir si les non-répondants présentent des caractéristiques communes. En connaissant mieux nos répondants, nous pourrions améliorer la qualité des données en réduisant les taux de non-réponse et en élaborant de nouvelles stratégies destinées à accroître ou à maintenir la couverture des enquêtes.

Notre stratégie consiste à combiner l'évaluation de l'information déjà disponible en ce qui concerne le comportement de réponse (p. ex. dégager les caractéristiques démographiques communes aux entreprises non répondantes) et à communiquer avec les répondants pour prendre connaissance de leurs opinions et de leurs préoccupations.

Les initiatives particulières associées à ce thème sont les suivantes :

- communication avec les entreprises (en cours);
- promotion de la valeur des statistiques officielles pour les entreprises et la collectivité (en cours);
- rapport sur le fardeau de réponse (en cours);
- compréhension des caractéristiques des non-répondants (achevée);
- compréhension des attitudes des répondants à l'égard des enquêtes (achevée);
- promotion de la valeur des statistiques officielles pour les particuliers (en cours).

3.3 Réduire au minimum le fardeau de réponse

Au cours des cinq dernières années, nous avons amélioré les processus et pris un certain nombre de mesures en vue de réduire au minimum le fardeau de réponse. Nous avons réalisé de grands progrès en utilisant des données de source administrative, telles que les dossiers fiscaux, pour réduire le volume d'enquêtes directes.

La première question qu'il faut se poser avant de lancer une nouvelle enquête est de savoir si des sources administratives pourraient être utilisées pour compléter ou remplacer la collecte directe des données. Nous devrions également évaluer les données d'enquête que nous possédons déjà ou qui ont été recueillies par d'autres organismes du système de statistiques officielles.

Il importe de veiller, quand nous envisageons d'utiliser les données d'autres organismes, à ce que toute exigence supplémentaire ne se traduise pas par un fardeau de réponse plus lourd.

Si l'enquête directe est la seule option, des décisions méthodologiques peuvent encore être prises pour essayer de minimiser le fardeau de réponse. Elles comprennent l'amélioration des méthodes de renouvellement de l'échantillon pour les enquêtes-entreprises et une meilleure modélisation des données.

Le suréchantillonnage des Māori est un problème important dans les enquêtes-ménages. Nous devons rechercher d'autres options afin de le réduire.

Afin d'appuyer la plupart des travaux susmentionnés et de continuer à nous concentrer sur le fardeau de réponse, nous avons créé un poste de porte-parole des répondants. Celui-ci veillera à ce que nous résolvions les questions relatives aux répondants et pourra donner un avis objectif à la haute direction.

Lorsque de nouvelles opérations de collecte sont approuvées, nous devons renforcer l'évaluation du fardeau éventuel et la faire passer à l'avant-plan du processus d'approbation. La documentation présentée pour obtenir l'autorisation de mener l'enquête doit également décrire explicitement le fardeau de réponse imposé, en précisant en contrepartie la valeur de l'information recueillie.

Les initiatives associées à ce thème sont les suivantes :

- accroissement de l'utilisation de données administratives (en cours);
- examen du processus d'approbation des enquêtes (achevée);
- évaluation de l'effet du fardeau de réponse des nouvelles enquêtes (achevée);
- étude des effets du suréchantillonnage des Māori (pas encore commencée);
- création d'un poste de porte-parole des répondants (achevée);
- élaboration d'un plan de renouvellement de l'échantillon pour les enquêtes-entreprises (achevée).

3.4 Rendre la réponse aux enquêtes plus facile

Le temps et l'effort requis pour répondre aux enquêtes sont des biens précieux et, par conséquent, la collecte des données devrait être aussi efficace que possible. Cela inclut offrir aux répondants le choix de divers modes de réponse à une enquête particulière, faire concorder les questions à des concepts faciles à comprendre et à se remémorer/retrouver, et veiller à ce que les demandes d'information ne soient pas faites en double.

Pour faciliter la réponse, la stratégie consiste à améliorer les systèmes et processus liés aux technologies de l'information (TI) afin de multiplier les choix offerts aux répondants pour répondre aux enquêtes (p. ex. Internet, téléphone), ainsi que les systèmes d'échange électronique d'information qui permettent de transmettre les questionnaires d'enquête remplis en appuyant simplement sur un bouton.

Le principe de l'utilisation du meilleur fournisseur possible de données est bien établi à Statistics New Zealand. Bien que cet élément soit étroitement lié à l'utilisation de sources de données administratives et à la réutilisation des données d'autres enquêtes, il est également associé au choix des bons répondants comme cible des enquêtes.

Une meilleure tenue à jour des renseignements sur les personnes-ressources améliore la gestion des répondants aux enquêtes existantes et offre un autre moyen de veiller à ce que les enquêtes s'adressent aux membres des ménages et des entreprises qui sont capables de fournir l'information.

Nous devons aussi veiller à ce que les programmes de collecte des données de première ligne soient sensibles aux problèmes des Māori et soient capables de parler leur langue s'il y a lieu.

Les initiatives associées à ce thème sont les suivantes :

- renseigner les répondants sur leurs obligations en matière d'enquête (achevée);
- mieux gérer les renseignements sur les personnes-ressources (en cours);
- créer une capacité de communication en langue māori pour la collecte (achevée);
- améliorer la gestion des répondants aux enquêtes existantes (en cours);
- multiplier les choix de mode de réponse (en cours);
- étudier l'intégration dans les systèmes de déclaration standardisés (en cours).

3.5 Déceler et gérer les domaines où le fardeau est déraisonnable

La bonne gestion du fardeau de réponse n'est possible que grâce à des mesures et à des déclarations cohérentes. La mesure du fardeau de réponse est essentielle à l'élaboration de politiques tenant compte à la fois des besoins de statistiques officielles et du fardeau imposé aux répondants. Elle nous permet de comprendre et de communiquer les niveaux existants de ce fardeau, ainsi que de fournir des valeurs repères permettant d'évaluer les changements dans les tendances et (ou) l'effet de nouvelles politiques ou initiatives au cours du temps. La mesure du fardeau de réponse nous permettra de comparer ce dernier dans tout le système de statistiques officielles.

À l'heure actuelle, la mesure du fardeau de réponse est fragmentaire et ponctuelle tant à Statistics New Zealand que dans le reste du système de statistiques officielles.

Notre stratégie à long terme consistera à élaborer et à appliquer des normes statistiques pour la mesure du fardeau et à recommander leur adoption dans tout le système de statistiques officielles. De cette façon, il sera possible de produire des mesures cohérentes qui serviront à l'étalonnage des tendances et à l'évaluation du fardeau des enquêtes individuelles.

Nous entreprendrons une vérification des enquêtes en ligne menées selon les protocoles du système de statistiques officielles, dans le but de réévaluer les méthodes de collecte existantes et d'établir un programme d'examen permanent.

Nous élaborerons et publierons des énoncés d'engagement à l'égard des entreprises et des particuliers qui répondent à nos enquêtes. En décrivant ouvertement le fardeau imposé par les activités directes d'enquête et ce qui constitue un niveau raisonnable de fardeau de réponse, nous fournirons des lignes directrices qui aideront les répondants à placer leurs obligations de participation aux enquêtes dans leur contexte.

À l'heure actuelle, nous recourons à une gamme de pratiques internes en vue de minimiser le fardeau de réponse et nous publions les données sur ce fardeau dans notre rapport annuel. Cependant, les cibles explicites en ce qui concerne le fardeau de réponse et le temps pris pour répondre aux enquêtes ne sont pas communiquées au public ni publiées dans des rapports, si bien que nos attentes à l'égard des répondants ne sont pas aussi claires qu'elles devraient l'être.

Les initiatives associées à ce thème sont les suivantes :

- établir des paramètres pour déceler les « points chauds » en matière de fardeau (en cours);
- établir des limites de temps pour les enquêtes (en cours);
- procéder à une vérification des enquêtes existantes (en cours);
- mettre au point d'autres mesures pour la production de rapports (en cours);
- mesurer l'effet des enquêtes sur les sous-populations (pas encore commencé);
- adopter des mesures cohérentes du temps effectivement pris pour répondre aux enquêtes (achevée);
- établir les limites du fardeau pour les particuliers (pas encore commencée);
- déterminer la fréquence à laquelle les répondants sont sélectionnés pour participer aux enquêtes (en cours).

4. Fardeau de réponse – Regard vers l'avenir

4.1 Avancement du programme de travail

Parmi les 26 initiatives mentionnées à la section précédente, nous en avons achevé neuf, et neuf autres sont en cours. Cinq initiatives sont permanentes et ne se termineront effectivement jamais (p. ex. l'accent mis sur l'utilisation de données administratives au lieu de données provenant d'enquêtes directes), et trois n'ont pas encore débuté. La plupart des travaux continuent d'être dirigés par la Division de la collecte intégrée des données, la principale exception étant une part des travaux concernant la communication de la valeur des statistiques officielles, qui a été effectuée par un programme distinct, mais à laquelle il est encore fait référence dans la stratégie.

Une initiative clé exécutée au tout début du projet a été l'élaboration d'une méthodologie de mesure et de production de rapports cohérente concernant le temps pris par les répondants pour répondre aux enquêtes. Cette méthodologie a été utilisée pour produire la série de données présentées à la figure 1.2-1, et c'est la première fois que ce genre de données ont été vérifiées et publiées de manière cohérente pour toutes les enquêtes. Les données sur le temps pris pour répondre servent de fondement à nos rapports internes et externes (dans le rapport annuel) sur le fardeau de réponse et sont complétées par d'autres mesures ayant trait aux plaintes, aux taux de réponse « volontaire » (le taux de réponse obtenu avant que débutent les activités de rappel) et le nombre moyen d'enquêtes par entreprise par année.

Nous avons engagé des discussions avec nos répondants afin de mieux comprendre l'effet de nos enquêtes et comment la production de statistiques officielles est perçue. Cet effort a été complété par une analyse démographique préliminaire de la non-réponse pour les enquêtes-entreprises.

Un cadre de travail est maintenant en place pour évaluer le fardeau de réponse dès les toutes premières étapes de l'élaboration d'une enquête, démarche qui est appuyée par la création d'un poste de porte-parole des répondants. Ce dernier est fonctionnellement indépendant du secteur de la collecte des données et travaille au nom des répondants en vue d'évaluer indépendamment leur fardeau de réponse. Cette tâche consistera à examiner les évaluations du fardeau pour les nouvelles enquêtes, à examiner les cas individuels de fardeau déraisonnable et les demandes d'allègement, ainsi qu'à mieux faire connaître la valeur des statistiques officielles. Durant cette évaluation, nous examinerons de plus près la valeur proposée pour les enquêtes individuelles en comparant les coûts de participation estimés aux avantages prévus.

La désignation du porte-parole a également été une étape importante du passage d'initiatives fondées sur des projets aux opérations d'enquête ordinaire. Nous avons récemment achevé la première évaluation du fardeau de réponse pour une nouvelle enquête, laquelle a entraîné l'élimination d'un certain nombre de répondants potentiels de l'échantillon. À mesure que nous mettrons la touche finale à d'autres parties du cadre de travail, nous pourrons repérer les cas de fardeau excessif dans nos processus permanents de collecte et y remédier, et donner la preuve de réductions concrètes du fardeau aux répondants individuels.

Bibliographie

Kahane, A. (2004). *Solving Tough Problems*, San Francisco: Berrett-Koehler.

Statistics New Zealand (2008). *Respondent Load Strategy*.

Ministry of Economic Development (2005). *Ministerial Panel on Business Compliance Costs Final Report Back*.